

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
DU 24 JUIN 2021**

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille vingt et un, le vingt-quatre juin, à 18 heure 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, Maison des Services Publics à Landerneau sous la présidence Patrick LECLERC.

Présents :

BERVAS Viviane, BLANDIN Lénéaïc, BODÉNEZ Guillaume, BODILIS Jean-François, BONIZ Jean Jacques, BOSSER Christian, CALVEZ Gilles, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CANN Joël, CORNEC Elodie, CORRE Michel, CYRILLE Yves, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, FLOCH Jean Bernard, GOALEC Bernard, GODET Nathalie, GRALL Renaud, GUILLORÉ Alexandra, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LANGUENOU Céline, LÉON Jean-Jacques, LE BRONNEC Erwann, LE GALL Jean Noël, LE ROY Christine, LE SAUX Jean Luc, LECLERC Patrick, LENUÉ Françoise, LETEURÉ Tiphaine, LIÉGEOIS Hervé, MÉVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, NOWAK Carine, PHILIPPE Georges, POUPON Julien, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, SOUDON Chantal, SOUN Véronique, THOMIN Mélanie, TRMAL Marie France, YVINEC Odile

Secrétaire de séance :

Chantal SOUDON

Excusés :

APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
QUILLÉVÉRÉ Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
SERGENT André (pouvoir à LE GALL Jean Noël)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

Les conseillers communautaires, la presse et le public ayant pris place dans des Services Publics, le président ouvre la séance. Il propose Chantal S... séance et lui demande de bien vouloir procéder à l'appel. Le quorum étant atteint, le conseil de Communauté peut valablement délibérer.

Propos liminaires du président

Chers collègues,

En ce début de conseil, permettez-moi de faire un point sur le Projet de Territoire et la possibilité de passage en Communauté d'Agglomération.

Le Projet de Territoire sera notre feuille de route pendant ce mandat et même au-delà. Une concertation large a été effectuée auprès des élus municipaux et communautaires, du panel citoyen, du conseil de développement et des habitants. Cette concertation s'est faite, certes, dans un contexte sanitaire que vous connaissez mais a néanmoins fortement contribué à enrichir la réflexion.

L'ensemble du Bureau, au-delà de leur participation aux ateliers, s'est également saisi du sujet lors de deux séminaires en juin afin de balayer la Programmation Pluriannuelle d'Investissement actuelle, les projets en cours et repérer les éventuels manques de ce Projet de Territoire. Ainsi nous avons pris en considération la thématique de l'eau et de l'assainissement ou le projet de réalisation du rond-point de Guernevez à Daoulas qui ont été peu ou pas évoqués lors des différents échanges. De nouveaux ateliers élus se sont tenus fin de semaine dernière et cette semaine afin de consolider les avis exprimés et les formulations des axes stratégiques, tout en évoquant des axes plus opérationnels.

Nous sommes donc, après avoir voté les 17 grandes orientations en décembre dernier, au stade de la finalisation des axes stratégiques qui seront votés le 17 septembre 2021. Ensuite seront déclinés les axes opérationnels et le plan d'actions à venir dès le dernier trimestre 2021.

Ce Projet de Territoire, de mon point de vue, devra, malgré ces grandes orientations, axes stratégiques, axes opérationnels... être lisible et conforter notre territoire.

Pour être lisible il faudra, je pense, éviter l'unique liste à la Prévert mais mettre également en avant quelques marqueurs forts et différenciants. Je pense par exemple à une réelle politique des mobilités (pour information l'arrêté préfectoral confirmant notre transfert de compétence au 1^{er} juillet est arrivé cette semaine), à l'idée d'un territoire 0 jeune chômeur, à la création d'un CIAS ou à la mise en place d'un PCAET ambitieux. Autant d'exemples forts qui contribueront à l'attractivité de notre territoire.

Ce projet de territoire pourrait se faire en parallèle d'un passage en Communauté d'Agglomération. Le passage en CA n'est pas une fin en soi. Vous aurez prochainement les éléments financiers, et ce passage ne changera d'ailleurs pas nos ressources fondamentalement à court terme (à moyen terme par contre si).

Mais ce Projet de Territoire + le passage en CA nous fera changer de dimension. Les deux sujets sont complémentaires et nous renforceront. Le passage en CA nous inscrirait dans une dynamique positive, nous positionnerait vis-à-vis des autres collectivités.

Un passage en CA nous installerait dans le dialogue territorial. En CA nous serions plus protégés des aléas auxquels sont sujettes les dotations de l'État.

Alors « imaginez » au premier janvier 2022 (ce sera évidemment à nous d'en décider) :

- Un passage en CA
- Une réelle politique mobilité initiée
- Des actions fortes, collectives, dans le domaine du développement durable
- Un PCAET lancé et alimenté par les axes du Projet de territoire (volet transition écologique)
- La création d'un CIAS, outil destiné à mettre en œuvre le volet cohésion sociale du Projet de territoire
- Un territoire 0 jeune chômeurs et un accompagnement renforcé des entreprises
- Une ingénierie consolidée au service des communes
- Etc.

Avec déjà 1 PLUi exécutoire, 1 PLH version 3 lancé, la compétence eau/assainissement « digérée »... Nous aurions alors contribué à renforcer notre territoire.

Pour y arriver, 3 conférences des maires sont programmées : un point finances sur les mécanismes de solidarités existants, un point sur le passage en CA avec notamment l'étude sur le transfert de compétences Gestion des Eaux PLuviales Urbaines, et un point sur le Projet de Territoire avant le conseil du 17 septembre. Ce passage en Communauté d'Agglomération ne doit pas être vu que comme une démarche purement administrative mais comme l'opportunité d'un projet politique territorial.

Voilà ce que je voulais vous dire en préambule de ce conseil.

Avant de démarrer ce conseil, quelques informations sur le service républicain des revendications ont été exprimées. Une réunion avec les agents a eu lieu la semaine dernière fixant un espace de dialogue. Mardi un mouvement de grève a démarré. Mercredi notre DGS accompagné de Chantal Soudon sont allés à leur rencontre. Ce midi une rencontre avec une délégation d'agents a eu lieu en présence de Bernard Goalec, Chantal Soudon, de moi-même et des services. Après échange une proposition, de mon point de vue très honnête a été faite. Pour l'instant la grève est maintenue et je ne m'étendrai pas sur les discussions. Ma porte reste toujours ouverte.

Tiphaine LETEURE évoque la situation difficile que traverse actuellement la recyclerie « Le Triporteur » installée à Plouédern dont le rayon d'action dépasse le territoire communautaire. Cette association risque de se retrouver sans locaux à compter du 29 juin, date de la vente aux enchères des bâtiments qu'elle occupe. Pourtant, son activité s'est beaucoup développée grâce à l'investissement et la motivation de ses 105 bénévoles : la création de plusieurs emplois en insertion et de trois postes de salariés est prévue en plus de ceux déjà créés. Les résultats sont à l'avenant, avec plus de 200 T d'objets récoltés tous les ans, et plus de 500 visiteurs/semaine. La dimension sociale et solidaire de cette association est réelle : le Triporteur permet à un grand nombre de personnes de s'équiper de façon qualitative à moindre coût. Son volet environnemental est essentiel parce qu'en plus de la réutilisation des objets et de leur remise dans le circuit après revalorisation, elle permet aussi la sensibilisation à des modes de consommation plus respectueux de l'environnement. La préservation des ressources du territoire communautaire est un enjeu crucial c'est pourquoi il faut aider tous ceux qui permettent des modes de consommation plus vertueux.

Cette recyclerie est par conséquent l'un des acteurs phare du territoire par sa fonction sociale et écologique de service au public. Une pétition circule depuis quelques jours et a déjà recueilli plus de 560 signatures, preuve de l'attachement du public à cette structure. Celle-ci doit être maintenue sur le territoire afin d'éviter un drame humain pour les salariés et bénévoles de l'association et pour les habitants la perte d'un service.

Il est donc demandé au président et à l'assemblée de mettre tout en œuvre afin de pérenniser le Triporteur et son activité, vitale pour le territoire et faire en sorte que « l'appât du gain ne l'emporte sur la solidarité ».

Patrick LECLERC rappelle que Tiphaine LETEURE s'est exprimée sur le sujet lors du dernier conseil municipal de Landerneau, et réitère la réponse qu'il avait faite à cette occasion. Il suit bien évidemment ce dossier de près. Un travail en étroite collaboration entre les services de la Communauté et l'association est réalisé afin de savoir comment accompagner juridiquement le mieux possible cette structure, dans le respect et des finances publiques et de la vie associative. La procédure de vente aux enchères est très complexe et nécessite l'accompagnement de services spécialisés afin d'appréhender un dispositif très contraint.

Marc JEZEQUEL expose que le projet de territoire entre dans sa dernière phase autour de quatre thématiques : transition écologique, cohésion sociale, développement économique et cohésion territoriale. Il s'agit de répondre aux importants enjeux et défis à moyen terme du territoire communautaire. A ce titre, il souhaite mettre en exergue un des mots forts de ce projet, celui de « cohésion » et donne la définition tirée du dictionnaire : « caractéristique d'un ensemble où les parties sont unies, harmonisées ». Il reviendra donc au Bureau de mettre en œuvre cette vision partagée du projet de territoire.

Les candidatures de membres du Bureau sur des listes électorales lors des élections départementales et régionales, pour certaines ayant des visions politiques diamétralement opposées inquiètent cependant quelque peu. Cette préoccupation est d'autant plus prégnante que Patrick LECLERC, lors d'une discussion l'année passée, lui avait fait part de son intention ne pas politiser le Bureau communautaire, donnée importante afin d'obtenir un consensus pour mener à bien les projets du territoire. Il constate un décalage avec la réalité actuelle, mais souhaite néanmoins conclure son intervention sur une note positive espérant que tous sauront assumer leur entière responsabilité dans l'intérêt premier du territoire communautaire et de ses 22 communes regroupant plus de 50 000 habitants.

Patrick LECLERC assure tout d'abord que chacun des élus communautaires a le droit d'être candidat à quelque élection que ce soit et qu'il est bon pour le territoire d'être représenté dans différentes instances. Cependant, il tient aussi à assurer que c'est bien l'intérêt général qui anime l'ensemble du Bureau, bien que partageant des convictions nationale, régionale ou départementale différentes. La volonté de travailler ensemble prime et c'est dans cet état d'esprit que la collectivité avancera le plus

sereinement possible, en harmonie, malgré les différences des uns et des autres. C'est le credo qui existait déjà dans les mandatures antérieures et c'est la force de ce territoire d'avoir réussi à réunir des personnalités qui ne partagent pas toujours les mêmes idées, mais possèdent la même volonté d'aider au développement commun.

Vœu pour le soutien des personnels du secteur social et médico-social dans le cadre du Ségur de la santé

Jean-François BODILIS souhaite revenir sur le projet de vœu qu'il a déposé lundi dernier et rappelle son regret du report en septembre de ce débat sur un sujet toujours d'actualité. Il pose la question de savoir si celui-ci est dû à un temps d'analyse insuffisant ou le fait d'une prise de position entre l'entre-deux tour des élections départementales qui peut s'avérer délicate. Quoi qu'il en soit, ce vœu de reconnaissance de l'engagement des salariés du secteur social et médico-social mais aussi de leurs employeurs est très attendu, car ils sont très présents sur le territoire communautaire. Cette décision est donc actée tout en espérant que la rentrée en septembre sera plus propice pour un débat. Il estime aussi que le règlement intérieur est à amender, car à part la possibilité d'émettre des vœux, il ne contient pas grand-chose.

Patrick LECLERC répond que c'est encore un vœu exprimé au sein du conseil municipal de Landerneau. Clairement sur le fond il est solidaire et soutient ces professions, et affirme qu'il faut renforcer l'attractivité de ces métiers effectivement très présents sur le territoire communautaire. Il n'y a pas d'ambiguïté sur ce point, et en sa qualité de représentant des maires du Conseil Territorial de Santé, qui réunit à la fois le médico-social et le sanitaire, il a pu constater notamment au cours de l'année passée l'engagement et l'implication de toutes ces personnes. Mais comme il l'a déjà précisé lors du conseil municipal de Landerneau du 23 avril 2021, la Communauté n'est pas compétente pour valoriser ou revaloriser ces métiers.

Pour ce qui est du règlement intérieur, il a été mis en place après des discussions en commission ou d'ailleurs peu de conseillers communautaires ont souhaité participer. Des propositions ont été débattues et si ce règlement a été mis en place, c'est aussi pour qu'il soit respecté. De plus cette semaine les emplois du temps des uns et des autres ont été bien chargés et il est vrai qu'il souhaite un délai afin de prendre connaissance du dossier, l'analyser et exprimer un avis éclairé.

Il est possible de mettre sur table des décisions plutôt techniques ou d'importance moindre qu'un vœu, pour lequel il faut prendre le temps de peser ses mots. Mais pour lui, là encore pas d'ambiguïté sur ce sujet : c'est un métier en tension où le recrutement est difficile (16 % des demandes d'emplois de Pôle-Emplois sont liées à cette profession) notamment pour les soins et les aides à domicile et l'offre ne correspond pas à la demande. Il faut réussir à rendre ces métiers attractifs, mais il répète que ce sont là des compétences à la fois nationales et départementales. Pour faire écho à l'intervention de Marc JEZEQUEL il affirme qu'il n'est pas là pour débattre des politiques départementales ou nationales, mais bien pour travailler à la destinée du territoire communautaire : il renvoie l'examen de ce vœu à la rentrée prochaine.

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2021_075 Approbation PV du conseil de Communauté du 9 avril 2021

Résumé :

Le procès-verbal du conseil de Communauté du 9 avril 2021 qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 9 avril 2021.

DCC2021_076 Conseil de développement - Désignation des membres

Résumé :

La Communauté a créé son propre Conseil de développement. Elle doit désormais délibérer sur sa composition.

Débats :

Georges PHILIPPE regrette, s'agissant d'un axe de développement, le manque de présence de professionnels « du chiffre » et des banques. De même, bien que la Chambre d'Agriculture soit représentée, l'agriculture biologique ne l'est pas : ce sera aussi un futur axe de développement du

territoire. Un autre point important, la volonté d'être un territoire zéro constate l'absence du lycée de l'Elorn mais aussi d'autres partenaires dont étayer sa réflexion.

Patrick LECLERC explique que les groupes scolaires de l'Elorn et des Deux Rives ont reçu une invitation pour les représentants (direction, corps enseignants, élèves). Les lycéens ont été priorités par rapport aux collégiens, via les conseils de vie lycéenne : même si leur présence risque d'être plus courte il existe plus de chance de trouver des volontaires. Pour ce qui est du monde bancaire, de la finance. Il considère que les chefs d'entreprises ainsi que les responsables d'associations sont très au fait des réalités de gestion financières liées à leurs activités.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : procède à la nomination des membres du Conseil de développement présentés dans la liste figurant en annexe à cette délibération.

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2021_077 Animation des futurs programmes DLAL FEAMP 2021-2027 et LEADER 2023-2027 par le Pays de Brest

Résumé :

Pour la période 2021-2027, le Conseil du pôle métropolitain a souligné l'intérêt de maintenir l'échelle du Pays de Brest pour animer les futurs programmes européens DLAL FEAMP et LEADER dans une logique de cohérence, de mutualisation des moyens et de pertinence territoriale. Afin de permettre au Pôle métropolitain du Pays de Brest de répondre aux futurs appels à candidatures sur ces deux programmes européens pour le compte de la Communauté, le conseil de Communauté est appelé à délibérer.

Débats :

Patrick LECLERC rappelle que la filière algues du territoire communautaire emploie plus de 600 personnes et a bénéficié du FEAMP. Plusieurs communes ont bénéficié du volet LEADER, ou de l'ITI-FEDER comme Menez-Meur à Hanvec, Landerneau pour des réhabilitations thermiques (Caventou), la MAM de La Martyre, l'étude de l'ONF lancée par la Communauté pour la labellisation PDIPR des sentiers de randonnées...

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le Pôle métropolitain du Pays de Brest à :

- répondre aux appels à candidatures DLAL FEAMP 2021-2027 et LEADER 2023-2027 pour le compte et en lien avec la Communauté de communes,
- animer et gérer les programmes DLAL FEAMP 2021-2027 et LEADER 2023-2027 pour le compte et en lien avec la Communauté de communes (sous réserve de sélection des candidatures par la Région).

DCC2021_078 Contrôle d'accès en déchèteries : Sollicitation DSIL 2021

Résumé :

Les EPCI du G4DEC et Brest Métropole ont engagé depuis plusieurs mois une réflexion afin d'harmoniser le fonctionnement des déchèteries/aires de déchets verts permettant à la fois aux usagers d'utiliser l'ensemble des sites d'apports volontaires sans limites territoriales et aux collectivités de refacturer les prestations au plus juste. Le contrôle d'accès automatisé et numérisé des équipements de tri par apports volontaires est conçu comme un dispositif pour maîtriser notamment les volumes des déchets verts et encombrants et ainsi contenir les coûts de gestion y afférant. Il ouvre ainsi la possibilité de mutualisation des sites compte tenu d'une porosité avérée dans la fréquentation des déchèteries/aires de déchets verts du territoire, Ce dispositif de contrôle d'accès est éligible à la DSIL 2021.

Débats :

Jean-François BODILIS trouve ces objectifs louables, mais souhaite que quatre points soient pris en compte et il demande de :

- demeurer vigilant quant au maintien des agents malgré cette semi-automatisation des accès en déchèteries,
- respecter les normes RGPD en matière d'informations collectées, ceci afin d'éviter un éventuel « flicage » des usagers,
- la création d'un plan éducatif et préventif autour de ces travaux, comme par exemple les mesures de la Loi anti-gaspillage pour l'économie circulaire qui visent à améliorer le traitement des déchets de construction et éviter les décharges sauvages. Des pistes avaient été

envisagées permettant aux professionnels de déposer gratuitement à condition qu'ils soient triés et filtrés par flux de matière, la mise en place d'un renforcement des pouvoirs de contrôle pour les autorités locales.

Il pense que ces outils permettront d'éviter certaines dérives.

Patrick LECLERC répond que cette délibération ne traite pas du fond mais uniquement du financement de cette opération via la sollicitation du DSIL. Cependant, la présence d'agents en déchèterie sera toujours nécessaire, même si aujourd'hui il n'existe pas de contrôle, afin de mieux maîtriser les flux et cibler la communication en fonction des secteurs les plus générateurs de déchets. Par exemple les déchets verts où il existe des professionnels qui payent en fonction du volume déposé et d'autres non. Il faut rétablir une certaine équité et travailler avec eux sur une réduction de ces déchets et éviter ainsi des dépôts sauvages.

En ce qui concerne le plan d'action, celui-ci entre dans le cadre du travail réalisé sur le projet de territoire et des actions menées dans le cadre du G4DEC ou du PLPDMA ainsi que toute action entreprise par la collectivité. La piste relative à la Loi anti-gaspillage est à creuser mais aujourd'hui, il le répète, cette délibération ne porte exclusivement que sur la sollicitation de la DSIL 2021 pour financer le dispositif de contrôle d'accès.

Georges PHILIPPE évoque l'avenir des aires de déchets verts « isolées » hors déchèteries. Il pense que si tous ces équipements sur le territoire communautaire ferment, les habitants de certains secteurs se trouveront éloignés des dispositifs existants et ils devront se rendre dans une déchèterie proposant une offre de service complète.

Patrick LECLERC répond qu'une réflexion est engagée afin de rationaliser les aires de dépôt de déchets verts et se conformer aux nouvelles normes règlementaires. Certaines collectivités voisines ont effectué ce travail et il faut que les habitants se préparent à changer leurs habitudes et pensent à réduire les déchets qu'ils produisent, notamment le volume des déchets verts. Ce travail est mené dans le cadre de la commission Environnement et suit son cours avec des scénarios qui vont dans ce sens : une répartition géographique la plus pertinente possible et une rationalisation de la gestion de ces aires, conformes à la réglementation.

Chantal SOUDON précise que ce contrôle des accès que l'on peut aussi appeler « mesure de la fréquentation » permettra d'ajuster au mieux les infrastructures à développer sur le territoire communautaire. De même il pourra aider à une éventuelle mise en place des interactions/mutualisations entre EPCI au niveau des déchèteries : ce dispositif va en ce sens et non à l'encontre de la réflexion menée actuellement.

Françoise LENUE demande s'il est vrai que la fermeture de l'aire de déchets verts de Loperhet est envisagée dans un des scénarios ?

Patrick LECLERC répond que c'est une hypothèse, puisque la Communauté attend le rapport de la DREAL sur ses équipements. Concrètement, les collectivités voisines ont été obligées de mettre en place un contrôle des accès dans toutes les aires de déchets verts et les nouvelles normes environnementales sont beaucoup plus drastiques que celles existantes. Il faudra certainement revoir le maillage et la clef de répartition des déchèteries et aires de déchets verts sur le territoire, afin que le contrôle des accès soit assuré et surtout se montrer didactique envers la population. Ces mesures ne seront pas mises en place immédiatement et il faudra peut-être proposer des mesures compensatoires, ou d'incitation à réduire les déchets verts.

La France et en particulier la Bretagne génèrent énormément de déchets verts : il va falloir changer de logiciel. Les habitudes ne vont pas se perdre facilement, mais il est certain que des aires de dépôt vont fermer en raison du contrôle des accès et des dispositions liées à l'environnement. Actuellement, la gestion de ces aires est très compliquée et la commission travaille sur le sujet afin d'apporter des réponses. L'amorce du dispositif contrôle d'accès pourrait se faire dès la rentrée prochaine, mais celui-ci ne serait opérationnel qu'à terme.

Pour répondre à Georges Philippe, la partie Est du territoire devrait pouvoir bénéficier d'une répartition plus harmonieuse des équipements sur le territoire communautaire.

Jean-Bernard FLOCH signale que dans le cadre de cette diminution des intrants, l'Association Relais Travail a mis en place un programme ambitieux et va s'équiper de broyeurs de végétaux, notamment pour les haies, la contrepartie étant que les broyats demeurent chez la personne ayant fait appel à leurs services (gestion à la parcelle).

Patrick LECLERC confirme que le mulching, le broyage peuvent être des solutions alternatives aux dépôts.

Yves CYRILLE estime que cette thématique étudiée dans le cadre de la loi relative à la transition énergétique impacte le territoire communautaire et souhaite connaître le processus de décision.

Patrick LECLERC répond que lorsque le projet sera abouti, il sera débattu en conférence des maires afin que chacun puisse connaître les orientations qui seront à prendre. L'ensemble du conseil de Communauté doit aussi être associé à cette démarche. Il attend les conclusions du rapport de la DREAL, qui peuvent s'avérer radicales en termes de mesures à prendre : par exemple le secteur des Abers a fermé les équipements immédiatement après en avoir pris connaissance, et ce sans préavis.

Il ne souhaite pas suivre cet exemple mais travailler en amont le plus sereinement possible et essayer de rationaliser les sites. Il ne sera pas possible de conserver toutes les aires de déchets verts avec un gardiennage d'autant qu'aujourd'hui elles sont accessibles 24h/24. De même il faut réduire les intrants, d'où le travail réalisé avec les collectivités voisines en matière de déchets verts notamment, puisque les communes de Plougastel ou Guipavas alimentent les aires de Loperhet ou de La Forest-Landerneau. Aujourd'hui il est plus facile d'accéder aux équipements communautaires qu'à ceux de Brest Métropole par exemple, d'où un travail à réaliser en cohérence avec les EPCI voisins de la Communauté qu'a souligné Chantal SOUDON.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte le programme de mise en place d'un dispositif de contrôle d'accès dans les deux déchèteries/aires de déchets verts de Plouédern et de Daoulas pour un montant prévisionnel de 200 000 €,

Article 2 : autorise le président à solliciter une DSIL 2021 à hauteur de 50% de l'évaluation prévisionnelle du dispositif soit une dotation 2021 de 100 000 € pour accompagner l'EPCI pour déployer cet outil.

DIRECTION GENERALE

DCC2021_079 Contrat de Relance et de transition Ecologique (CRTE) 2021-2026

Résumé :

Approbation et signature

Débats :

Patrick LECLERC expose que dans sa circulaire du 20 mai 2020, le 1^{er} Ministre présente ainsi la formalisation des CRTE : « la transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires. Elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'Etat et les collectivités territoriales sous la forme de contrat territoriaux de relance de transition écologique CRTE, avec l'ambition de simplifier et unifier les processus de contractualisation existant avec les collectivités. »

L'idée à l'origine est de compiler tous les contrats existants et de n'en faire plus qu'un à l'échelle que l'on veut se donner, le Pays de Brest pour ce qui est de notre CRTE. Le choix s'est porté sur une continuité à l'échelle du Pays de Brest, afin de porter cette réflexion comme dans le cadre des dispositifs européens. Donc les objectifs des CRTE peuvent être résumés ainsi : territorialiser le plan de relance et le contrat de plan Etat/Région en impliquant toutes les collectivités, avec une double ambition de transition écologique et de cohésion territoriale, simplifier le visage contractuel en rapprochant les dispositifs contractuels de l'Etat et des différents partenaires, et enfin être l'outil de contractualisation pour la période 2021-2026.

C'est dans ce cadre que les Communes de la communauté ont remonté leurs projets, cent trente-sept et une vingtaine pour la communauté. Tous les projets communaux recensés doivent pouvoir entrer dans les orientations retenues dans le CRTE dont le libellé est suffisamment large. Par contre, il n'y a pas de crédits dédiés dans le dispositif CRTE, ce n'est qu'un cadre général mixant les différents dispositifs existants sans abondement supplémentaire de l'Etat, le CRTE reprenant les dispositifs financiers de l'Etat (DETR, DSIL ...) ou de ses opérateurs publics (ADEME, AELB, ANAH...)

Jean-François BODILIS note que dans l'art 7-5 traitant de la mobilisation des citoyens et des acteurs sociaux-économiques, le mot « habitant » est barré. Ensuite, il s'interroge sur le fonctionnement du CRTE et sa gouvernance : il souhaite connaître les clés de répartition et d'équilibre sur le territoire, puisqu'il s'agit tout de même de 46 M€ à répartir.

Pour ce qui est du fléchage de 46 M€, Alexandra GUILLORÉ explique que le fait d'être dans le cadre d'un contrat de relance de transition énergétique qui est un axe fort nécessite de répondre à un certain nombre d'items, notamment en terme de verdissement par exemple. Mais aucun tri n'a été effectué, la priorité a été accordée aux projets qui étaient suffisamment matures pour être programmés sur les

premières années du contrat de relance, même s'ils courent sur une intercommunalités n'avaient pas la légitimité de se prononcer sur la validité. Comme pour la DSIL ou le FEDER, il existe un cahier des charges à respecter et c'est le comité instructeur du dossier qui va indiquer si le projet est éligible ou pas : il va juger la pertinence de celui-ci à l'aune des critères imposés pour une éventuelle éligibilité. Ce n'est pas le Pays de Brest qui va expliquer à une commune que son projet n'est pas pertinent par rapport aux objectifs visés.

Patrick LECLERC répond qu'il ignore quelle est la bonne version du CRTE en matière de mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques, mais c'est le même texte qui sera voté par tous. Il se propose de remonter l'information à l'échelle du Pays de Brest. Si ce type de mobilisation existe, il conviendra de modifier le titre.

Alexandra GUILLORÉ explique qu'il y a eu de nombreuses versions de travail explique qu'il y a eu de nombreuses versions de travail et qu'il doit s'agir d'une coquille qui n'a pas été corrigée. Elle souligne que 90 % des projets portés par les collectivités aujourd'hui comprennent intrinsèquement cette obligation de consultation des citoyens. Il n'y aura pas de concertation publique à l'échelle du CRTE, mais chaque projet comporte à un moment donné une phase de concertation citoyenne. Les modalités diffèrent suivant la nature du projet : par exemple pour la réalisation d'un éco-quartier, même dans une petite commune, la consultation des habitants fait partie du label et est obligatoire. Comme la plupart des opérations programmées se veulent vertueuses, elles contiennent donc cette obligation pour laquelle l'Etat a appelé son intérêt.

Patrick LECLERC confirme que les projets des communes ont tout intérêt à entrer dans les critères du CRTE pour être financés. C'est un cadre général fixé à l'échelle du Pays de Brest qui permet à toutes les intercommunalités d'avoir les mêmes critères, cohérents pour une égale éligibilité. Il demeure que les financements de ces dispositifs pourront être aussi bien de la DSIL que de la DETR ou tout autre dispositif de l'Etat. Les critères demeureront ceux du financeur sachant que l'on peut mettre en parallèle les fonds européens et régionaux que percevaient les projets déjà cités : il existait déjà un cadre pour la ventilation de ces subventions. Le travail de tri sera effectué par la suite pour une équité à l'échelle du Pays de Brest : il est hors de question qu'une intercommunalité revendique les ¾ des sommes allouées et laisse la portion congrue aux autres. En plus, il existe un contrat métropolitain à l'échelle de Brest Métropole qui se rajoute au CRTE avec des financements supplémentaires pour les équipements de la métropole.

Alexandra GUILLORÉ estime que le principal intérêt de cet exercice est que les 22 communes de la Communauté ont pris la peine, malgré un calendrier non maîtrisé, de recenser l'intégralité des projets suffisamment matures pour être présentés. Il y en aura d'autres à venir (un avenant annuel actualisera le contrat) mais l'essentiel du travail est réalisé pour les contrats à venir avec le Département et la Région.

Patrick LECLERC demeure cependant assez prudent quant aux futurs financements sur le long terme, même s'il reste de l'argent dans le contrat de relance.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve le projet de Contrat de Relance de Transition Écologique – CRTE du Pays de Brest, joint à la délibération,

Article 2 : autorise le président ou son représentant à :

- signer le CRTE conjointement avec le Pôle métropolitain du Pays de Brest et les EPCI du territoire, l'État et les opérateurs de l'État,
- entreprendre toute démarche nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

DCC2021_080 Petites Villes de Demain : Financement du poste de chef de projet Sollicitation des subventions

Résumé :

Le programme "petites villes de demain" permet aux collectivités lauréates d'obtenir un soutien financier dans le cadre de la mobilisation d'un chef de projet petites villes de demain. La Communauté qui vient de recruter son chef de projet pour piloter cette démarche sur la période 2021-2026 devrait pouvoir remplir les conditions générales d'éligibilité au cofinancement de ce poste par les 3 partenaires que sont l'ANAH, la Banque des territoires et l'ANCT (Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires).

Débats :

Yves CYRILLE demande si le poste commun ouvert pour le bi-pôle Landerneau-Daoulas sera l'interlocuteur des autres communes du territoire, de façon à bénéficier du retour d'expérience.

Alexandra GUILLORÉ répond que le poste sera financé par l'Etat à hauteur de 75%, le reste à charge de 25 % étant abondé par l'intercommunalité. Landerneau et Daoulas sont les deux collectivités

lauréates et donc légitimes à ce que cette ingénierie supplémentaire porte communales les deux premiers semestres. Par contre le travail à l'échelle communales en terme d'aménagement est très important puisque le nœud du problème est bien le développement et la qualité du cadre de vie. L'enjeu est donc de profiter du retour d'expérience et du support d'ingénierie pour apporter une aide complémentaire aux communes. Effectivement les projets de requalification urbaine ou de renouvellement urbains sont plus longs, très chers et peuvent se montrer très lourds pour une commune. Cette compétence extérieure peut s'avérer dans ce contexte une aide précieuse. L'idée est donc de se servir de ce service comme base de la mise en place d'une politique de centralité à l'échelle des vingt-deux communes.

Patrick LECLERC confirme qu'il s'agit de bénéficier de ce financement sachant que l'emploi créé dans le cadre des petites villes de demain est mutualisé entre les communes de Landerneau et de Daoulas.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à :

- solliciter le financement 2021 auprès des financeurs potentiels (ANAH, Banque des territoires, Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) du poste de chef de projet « petites villes de demain »,
- renouveler la demande de financement annuel sur toute la durée du programme 2021/2026.

DIRECTION GENERALE

Subventions

DCC2021_081 ADEUPa : Convention pluriannuelle 2021-2023

Résumé :

Le programme partenarial cadre est le socle des interventions de l'ADEUPa Brest-Bretagne. Il permet d'inscrire les travaux de l'agence dans le cadre d'orientations qui répondent aux attentes exprimées conjointement par l'ensemble de ses membres. Il est proposé au conseil de Communauté de passer sur la base de ce programme triennal, une nouvelle convention de partenariat avec l'ADEUPa pour les années 2021 à 2023. Montant 2021 : 48 743 €.

Débats :

Patrick LECLERC précise que cet accompagnement permet, par l'intermédiaire de l'ADEUPa, de réunir des données sur tous les sujets qui peuvent toucher au territoire communautaire, ce qui est important ou plus globalement à l'ensemble du Pays de Brest. Les données compilées dans le cadre de la mobilité ou du PLH lors du travail effectué sur le PLUi sont issues d'études menées par l'ADEUPa par exemple. Cet organisme peut aussi rendre des travaux plus spécifiques comme celui qu'il va réaliser sur les retombées économiques et environnementales du départ du Tour de France (Brest-Landerneau). Il a aussi la capacité de procéder à des études ponctuelles pour évaluer des projets qui sont portés à l'échelle des territoires. Il précise que l'ADEUPa accompagne la Communauté sur le SCOT travaillé à l'échelle du Pays de Brest certes, mais dont dépend le PLUi communautaire.

Jean-François BODILIS demande quel est le statut de l'ADEUPa.

Alexandra GUILLORÉ répond que comme toutes les agences d'urbanisme c'est une association dont le président est le représentant de la Ville centre en l'occurrence François CUILLANDRE. Ensuite, chaque intercommunalité est représentée au CA par son président.

Patrick LECLERC précise qu'en plus du rapport annuel, il existe des publications qui sont faites de manière très régulière, assez fournies qui sont disponibles sur leur site.

Alexandra GUILLORÉ indique qu'il est possible de s'abonner et leurs travaux sont pertinents, hors celui sur l'observatoire des collèges où il n'avait pas été perçu la nécessité de la construction d'un troisième collège sur le territoire communautaire.

Patrick LECLERC précise que les chiffres étaient corrects sauf que la dynamique sur le territoire communautaire a fait que ceux-ci ont fortement bougé entre la rentrée des classes et la fin de l'année scolaire. Cette donnée n'a pas été prise en compte pour estimer les chiffres de l'année N+1, ce qui a induit le CG 29 en erreur à l'époque. Il précise qu'il est invité aux AG et qu'une réunion avec l'ADEUPa et tous les conseillers communautaires avait été organisée en début de mandat pour que soit présenté leur panel d'activités. Il sera possible de réitérer des réunions sur des thématiques spécifiques, comme le PLH ou sur des sujets un peu particuliers.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à signer la convention partenariale 2021-2023 jointe en annexe à la délibération.

TECHNIQUES**Réseau de chaleur****DCC2021_082 Audit : demande de subventions Plan Bois Energie Bretagne****Résumé :**

Un audit a été inscrit en PPI afin de vérifier les conditions d'une pérennité du réseau de chaleur alimenté par la chaufferie bois. Une subvention départementale au titre du Plan Bois Énergie Bretagne ou de l'Ademe peut être sollicitée pour cet audit à la condition qu'il intègre une étude d'un potentiel développement du réseau de chaleur existant. Il est proposé d'autoriser le président à solliciter cette subvention mais aussi toute autre source de financement mobilisable.

Débats :

Chantal SOUDON explique que le réseau de chaleur fonctionne depuis cinq ans et que l'opportunité se présente de solliciter cette subvention. Le potentiel développement de l'équipement n'est pas à exclure, puisque chaque utilisateur, dont bien sûr Aqualorn n'a de cesse d'essayer d'économiser l'énergie : une extension n'est pas inenvisageable pour que la chaufferie puisse fonctionner à plein régime. Le taux de subventionnement pourrait atteindre 70% du coût de l'étude.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : approuve la réalisation d'un audit du réseau de chaleur de St Ernel à Landerneau intégrant la faisabilité de son extension

Article 2 : autorise le président à :

- solliciter la subvention du Département au titre du Plan Bois Energie Bretagne ou de l'Ademe et tous autres concours pouvant intervenir au financement de cet audit et au vu des résultats obtenus à proposer une décision modificative budgétaire.
- signer tout document, convention en lien avec les décisions précitées.

Eau potable**DCC2021_083 Préservation de la ressource en eau en tête de bassin versant Aber Wrac'h - commune de Trémaouézan****Résumé :**

La commune de Trémaouézan adhérerait au Syndicat des Eaux du Bas Léon au titre des items 6 et 7 de l'article L.211-7 du Code de l'environnement, à savoir la lutte contre la pollution, et la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines. Dans le cadre de cette adhésion une convention de participation financière annuelle était établie. Depuis le 1er janvier 2019, la Communauté s'est vue transférer la compétence eau potable, se substituant au SIDEPA dont faisait partie la commune de Trémaouézan. Il est proposé d'autoriser le président à signer cette convention.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve la convention, jointe en annexe, définissant les missions exercées par le Syndicat des Eaux du Bas Léon en 2021 et la participation financière de 1 338,29 € qui en découle.

Article 2 : Autorise le président à signer la convention.

SERVICES A LA POPULATION**Solidarités****DCC2021_084 Analyse des besoins sociaux. Signature d'une convention avec le Département.****Résumé :**

Dans le cadre de l'analyse des besoins sociaux lancée par la Communauté, le Département est sollicité pour un échange de données. Cette procédure fait l'objet d'une convention. Cette délibération a pour objet d'autoriser le président à signer la convention.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : Autorise le président à signer la convention d'échange de données sociales avec le Département.

SERVICES A LA POPULATION**Musique****DCC2021_114 Convention JM France Landerneau-CCPLD pour l'organisation des spectacles à destination des scolaires du territoire.**

Résumé :

Depuis 2010 la Communauté, en partenariat avec l'Éducation nationale propose aux élèves du territoire une politique d'initiation à l'écoute musicale. La convention actuelle arrive à échéance en fin juillet 2021.

Débats :

Nathalie GODET rappelle que la convention arrive à échéance fin juillet 2021 et doit être renouvelée. Celle-ci précise les conditions d'accès des élèves des cycles 1 à 3 aux prestations proposées et permet de confier aux JMF France de Landerneau le choix de la programmation ainsi que l'organisation des spectacles et des transports. La Communauté pour sa part finance le dispositif. Les corrections suivantes ont été apportées au projet de convention qu'ont reçu les élus : la réunion préparatoire avec les dumistes des deux écoles de musique dans les faits ne se tient plus. De même le cadrage budgétaire n'était pas vraiment réalisé et a donc été supprimé. Les bénévoles des JMF de Landerneau souhaitaient rajouter à la convention la possibilité de pouvoir exceptionnellement utiliser un autre lieu que la salle du Family pour l'organisation des spectacles. Ce choix n'a pas été validé par la Communauté qui préfère maintenir l'exclusivité de ces manifestations au Family afin que les enfants puissent connaître la même qualité pour toutes les représentations. Elle informe les conseillers communautaires que ce qui était noté ne sera donc pas pris en compte dans la convention finale.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité :

Article 1 : Approuve le projet de convention (CCPLD-JMFrance) pour une durée de trois ans avec une date d'échéance au 31 juillet 2024,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention,

Article 3 : Valide l'inscription des montants alloués au budget annuel.

DCC2021_085 Avenant convention JM France Landerneau- CCPLD**Résumé :**

Les conditions sanitaires n'ont pas permis la tenue d'un programme de spectacles au cours de l'année. La réouverture tardive des espaces culturels n'a pas permis à JM France d'organiser un spectacle en fin d'année. L'association propose que les artistes aillent dans les écoles à la rencontre des élèves.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Valide l'avenant à la convention en cours qui détermine le dispositif mis en œuvre par JMFrance Landerneau et permet à titre exceptionnel la tenue d'un spectacle/atelier itinérant,

Article 2 : Autorise le président à signer cet avenant.

SERVICES A LA POPULATION**DCC2021_086 Renouvellement des conventions écoles de musique-CCPLD****Résumé :**

Depuis 2010 la Communauté propose une politique de sensibilisation à la musique au public scolaire. Les conventions qui régissent l'intervention des Dumistes des deux écoles de musique du territoire (Landerneau et Loperhet) arrivent à échéance en juillet 2021.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Valide les conventions entre les écoles de musique de Loperhet, de Landerneau et la Communauté,

Article 2 : Autorise le président à signer les conventions,

Article 3 : Valide l'inscription des montants alloués au budget annuel.

AMENAGEMENT**Site de Moulin Mer****DCC2021_087 Moulin Mer : DSP - Avenant n°2****Résumé :**

Soutien financier exceptionnel au regard de l'année 2020

Débats :

La crise sanitaire a fortement impacté le centre nautique de Moulin Mer géré par Don Bosco. Malgré les différentes aides sollicitées, le compte d'exploitation continue d'afficher un résultat déficitaire. Des échanges entre la Communauté et l'association gestionnaire ont été initiés à plusieurs reprises dans le cadre d'une démarche concertée. Après un temps de réflexion sur la manière de soutenir la voile scolaire et les classes de mer existantes sur le site de Moulin Mer, la Communauté propose un soutien

financier exceptionnel. La somme inscrite comme premier soutien apporté le 11 février dernier a été intégrée à la délibération. Ensuite, s'ajoute une année de 70 000 € dans le cadre de l'activité liée aux classes de mer, qui n'a malheureusement pas pu se dérouler cette année. La véritable subvention exceptionnelle proposée se compose d'une exonération sur le loyer mensuel de 50 000 € et la prise en charge des frais liés à une fuite d'eau à hauteur de 36 000 €.

Patrick LECLERC précise que cette délibération va pouvoir venir soulager le déficit accumulé sur Moulin Mer malgré une année 2019 très positive. Les bénéfices engrangés cette année-là seront amputés en 2020. Il restera l'année 2021 à examiner pour convenir d'éventuelles futures actions, même si l'association Don Bosco a réussi à bénéficier de dispositifs mis en place. Elle a entre autres reçu un soutien du Conseil départemental dans le cadre d'une diversification en accueillant des jeunes mineurs et pu générer un peu de « chiffre d'affaires » sur le site de Moulin Mer. Il reste à espérer que l'été 2021 sera aussi bon en termes de fréquentation qu'en 2019.

Jean-François BODILIS remercie Nathalie GODET pour les réponses apportées aux interrogations qu'il avait pu soulever sur les chiffres. Pour autant il se demande si le montant de cette aide est à la hauteur des enjeux et de l'attente financière de l'exploitant : celui-ci doit s'inquiéter et réfléchir à l'avenir. Faut-il attendre 2024 et la fin de la convention de délégation pour en échanger avec Don Bosco ? Les termes de la DSP sont-ils à revoir, de même que la hauteur du soutien ? Il estime qu'il ne faut pas attendre trop longtemps pour échanger avec le gestionnaire du centre afin de garder cette belle structure sur le territoire communautaire.

Patrick LECLERC répond que la collectivité n'a pas abandonné l'association gestionnaire, loin s'en faut. Il en veut pour preuve les investissements réalisés sur le site : 650 000 € investis dans la cale il y a deux ans – l'inauguration lors de sa réception n'a d'ailleurs pas eu lieu à cause du contexte sanitaire. Cette année une enveloppe de 300 000 € est prévue afin de réhabiliter l'ensemble des vestiaires. Après une concertation commune, les sommes programmées vont permettre de tourner la page 2020. Pour ce qui est de 2021, il convient d'attendre qu'elle se déroule pour pouvoir tirer des conclusions. Néanmoins, le total des chiffres mis bout-à-bout représente un montant relativement conséquent dédié à l'exploitation du site.

Gilles CALVEZ considère que c'est une bonne nouvelle pour le centre nautique qui fonctionne bien, remplit parfaitement ses obligations et surtout se trouve être le premier employeur de la commune de Logonna-Daoulas. Juste pour information, le marché des classes de mer est en contraction et actuellement 1/3 des centres du Finistère vont fermer et ne ré-ouvriront a priori jamais. Depuis le 16 mars 2020 c'est compliqué pour Don Bosco qui espère un retour des classes de mer en septembre prochain. Cependant, l'Education Nationale se montre très réservée, voire réticente quant à la reprise de ces activités, ce qui complique la donne. De plus les mesures liées au chômage partiel ne sont pas toutes prises en charge et le gestionnaire doit puiser dans sa trésorerie. La commune de Logonna-Daoulas a fait un petit geste en subventionnant les stages pour la tranche d'âge de cinq à dix-huit ans sur la base de 50 %, ce qui représente peu par rapport au chiffre d'affaire annuel. Il reste à espérer que les centres de vacances et les classes de mer reprennent pour que le centre de Moulin Mer puisse sortir la tête de l'eau, dans ce marché très compliqué.

Patrick LECLERC estime que tout le monde doit prendre ses responsabilités : l'Etat via l'Education Nationale et à ce sujet le lobby « montagne » s'est montré plus puissant que le lobby « centres nautiques », ainsi que la Région Bretagne et le Département du Finistère qui ont aussi des prérogatives dans ce domaine. Et puis aussi la communauté, en sa qualité de propriétaire du centre. Mais l'équipement rayonne bien au-delà de Logonna-Daoulas et du territoire communautaire : les publics viennent de toute la France et Don Bosco a contracté des marchés importants avec la Ville de Paris, par exemple, ou d'autres collectivités importantes. Cependant, les tarifs pratiqués sont relativement bas par rapport au coût réel d'une semaine dans un tel site. Ceux-ci demeurent modestes même si en bataillant avec certaines mairies sur des budgets supérieurs le prestataire arrive à avoir des tarifs plus conséquents.

Il est vrai qu'à un moment donné la structure s'est interrogée sur le devenir des activités, mais aujourd'hui, l'association est persuadée que l'outil conserve encore de belles années à vivre avec elle. Maintenant le problème c'est la pandémie, qui, si elle perdure par vagues successives, va aggraver la situation. Ce sera un ensemble de données à mettre dans la balance lorsque la DSP s'achèvera. La DSP a déjà évolué dans le passé afin d'améliorer la rentabilité en intégrant et développant des activités plus lucratives que les classes de mer. Il faut savoir que la communauté finance toutes les classes de mer qu'elles viennent de Paris ou Grenoble via la subvention versée annuellement de 70 000 €, ce qui participe grandement à aider le site à s'en sortir. Et l'investissement communautaire global réalisé sur le site de Moulin Mer se chiffre en millions d'euros depuis 1999, date de l'acquisition du site.

Marc JEZEQUEL observe que la formulation relative à l'attribution de la subvention exceptionnelle n'est pas correcte et lui semble redondante. Le texte stipule « l'attribution d'une subvention exceptionnelle recouvrant une exonération de loyer annuel de 36 000 €... ». La rédaction est maladroite alors qu'il s'agit d'appliquer une exonération du loyer sans recouvrement de cette somme.

Patrick LECLERC estime pertinente cette remarque et indique que la délibération sera modifiée afin de lever toute ambiguïté.

Nathalie GODET confirme les propos tenus par Gilles CALVEZ et ajoute que le territoire communautaire a la chance de posséder trois centres nautiques, qui ont toujours vraiment apprécié l'aide apportée par la Communauté. Celle-ci a grandement contribué au fait qu'ils soient encore ouverts aujourd'hui.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide d'attribuer une aide financière exceptionnelle au titre de l'année 2020, en raison du contexte de crise sanitaire à l'association Don Bosco dans le cadre de la DSP du centre de Moulin Mer, décomposée de la manière suivante :

- participation pour soutenir la voile scolaire à hauteur de **22 500 €** en lien avec les activités réellement réalisées au 2ème semestre 2020 (dépense budgétée),
- maintien de la subvention annuelle liée à l'accueil des classes de mer à hauteur de **70 000 €** (dépense budgétée même si l'activité « classes de mer » a été très réduite sur l'année 2020),
- attribution d'une subvention complémentaire exceptionnelle de **50 000 €** correspondant à une exonération du loyer annuel (36 600 €) et une prise en compte des charges techniques liées à la gestion du site (notamment la fuite d'eau).

Article 2 : autorise le président à passer et signer un avenant n°2 au contrat de DSP intégrant cette aide financière et tout document nécessaire à la notification de celui-ci.

Urbanisme

DCC2021_088 Règlement local de publicité intercommunal (RLPi) : Appel à projet 2021

Résumé :

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) consacre un outil au service de la qualité du cadre de vie et de la lisibilité des paysages: le règlement local de publicité (RLP), le cas échéant intercommunal (RLPi). Depuis 2012 les appels à projets RLP du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire ont pour objectif de soutenir l'élaboration d'un document permettant d'adapter sur un territoire donné la réglementation relative à la publicité extérieure. Depuis 2015, l'appel à projet est ouvert à tous les EPCI ayant prescrit l'élaboration d'un RLPi. C'est le cas de la Communauté qui va candidater à cet appel à projets reconduit en 2021.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à faire l'ensemble des démarches pour formaliser la candidature de la Communauté à l'appel à projets RLPi 2021 du Ministère de la Transition écologique.

AMENAGEMENT

DCC2021_089 Projet d'interconnexion électrique entre la France et l'Irlande "Celtic Interconnector" : Avis de la CCPLD sur les demandes de DUP pour la liaison sous-marine et souterraine à courant continu ainsi que pour la liaison souterraine à courant alternatif

Résumé :

Le projet Celtic Interconnector est un projet d'aménagement qui vise à créer une interconnexion électrique entre la France et l'Irlande pour permettre l'échange d'électricité entre les deux pays.

Débats :

Alexandra GUILLORÉ explique qu'une modification est proposée à la suite d'échanges entre la Communauté, les communes de La Roche Maurice et de La Martyre. Ce projet, extrêmement conséquent - près d'1 milliard d'euros d'argent public- pour moitié financé par des fonds européens est à l'étude depuis plusieurs années, avec une mise en œuvre prévue fin 2026 ou début 2027. Sa dimension couvre plusieurs territoires dont l'Irlande et la France via un parcours sous-marin et fait apparaître beaucoup de problèmes juridiques à régler. Des études d'impact ont été menées et l'autorité environnementale a rendu son dernier avis en mai dernier. Pour autant, il est important pour la communauté de mentionner deux points de vigilance dans son avis, globalement favorable à ce projet qui vise à réduire les gaz à effet de serre tout en augmentant la part d'énergies renouvelables : 795 GW supplémentaires avec une réduction moyenne des gaz à effet de serre estimée à 300 T/an lorsque le projet sera effectif.

Donc deux points de vigilance :

A La Martyre :

la définition plus précise du tracé fait apparaître une fragilité pour un exploitant agricole. Les travaux passeraient très près d'un bâtiment d'exploitation. Conformément aux engagements communautaires et des ambitions du PLUi de préserver l'outil agricole et son devenir, il apparaît important de mobiliser la Préfecture pour faire que ce tracé entrave le moins possible les capacités de développement et le devenir de l'exploitation.

Plus largement, l'emprise foncière assez conséquente sur la commune de La Martyre entraîne une imperméabilisation qui n'est pas anecdotique. Il apparaît important de redire à quel point cette question du ruissellement des eaux pluviales est primordiale en raison de la situation de la commune de La Roche Maurice qui se situe en contrebas. Ce secteur est d'ailleurs régulièrement inondé, et c'est la deuxième réserve émise par la communauté.

A La Roche Maurice :

Lénaïc BLANDIN expose que les chiffres changent suivant les différents rapports. La surface imperméabilisée au-dessus de la rivière « Le Morbic » estimée à 5ha sera certainement revue à la baisse, car la construction de la station de conversion ne nécessitera sans doute pas une telle emprise. Ce point appelle une vigilance particulière en raison des crues régulières du Morbic, d'autant que, plus les bassins versants sont imperméabilisés, plus le risque est aggravé de connaître des épisodes de crues. Or, des habitations sont implantées en bord de rivière ainsi que l'école et la salle de sports. Au-delà de ces infrastructures qui pourraient être mises sous pression, le risque existe aussi de détériorer la biodiversité : il convient donc de ne pas aggraver cette situation déjà problématique. La commune de La Roche Maurice va solliciter la Préfecture afin de connaître précisément les impacts de l'imperméabilisation sur les risques de crues et d'atteinte à la biodiversité dans cette vallée. Le but est de s'assurer que le projet intégrera bien toutes les mesures nécessaires afin d'éviter le ruissellement des eaux pluviales et les crues du Morbic, c'est aujourd'hui ce point qui est important. Pour autant, se prémunir de possibles effets secondaires, ce n'est pas être défavorable au projet, l'effet de solidarité va effectivement jouer au niveau européen. Mais il faut aussi mettre en accord les documents existants, le SRADDET, le SCoT, ou le PLUi : 5 ha c'est beaucoup et une surface plus réduite serait préférable car il faudra bien gérer ces flux et ces écoulements.

Alexandra GUILLORÉ explique que ce sont des points de vigilance. Effectivement, à l'échelle globale, c'est un projet qui se veut vertueux, mais quand le regard se porte sur un niveau communal ou intercommunal, cette réalisation n'est pas sans conséquences même si les études d'impact sur les zones Natura 2000 ne révèlent pas d'impact majeur.

Chantal SOUDON confirme que le tracé, d'ailleurs découvert très tardivement, est vraiment impactant pour l'exploitant agricole car il passe entre le bâtiment d'exploitation d'élevage de vaches allaitantes et la maison d'habitation. Cela fait deux mois que la municipalité travaille sur le sujet et lundi prochain une équipe de RTE vient sur site afin d'étudier un tracé alternatif qui n'impacterait pas du tout cette exploitation. Le souci demeure que beaucoup de zones humides jouxtent cette implantation. Le problème va se régler pour l'exploitant agricole de La Martyre, mais le tracé va traverser une zone humide sur une plus grande longueur.

Jean-François BODILIS trouve les réserves émises timides, même si elles sont prises en compte. Il pose la question de savoir, sur ce chantier de 930 M€, quelles seront les mesures adoptées pour la protection de l'environnement et quand l'intercommunalité aura la main sur le sujet.

Alexandra GUILLORÉ estime pour sa part que la Communauté n'est pas timorée, car concrètement émettre une réserve équivaut à un avis négatif en terme de contrôle de légalité. Ce n'est pas de la timidité au vu de l'envergure de ce projet reconnu d'intérêt général que de dire non. Pour autant ce n'est qu'un avis et le Préfet peut passer outre, mais c'est aussi à chaque exploitant de gérer ses eaux pluviales et systématiquement de compenser les pertes et les conséquences des dommages liés à son installation. Après c'est à l'Etat de surveiller ces sites, dans le cadre de l'exercice de la police de l'eau. L'intercommunalité consultée a émis un avis et ne s'est pas montrée timide. En tous les cas, celui-ci est conforme aux objectifs que la Communauté s'est donnés dans le PLUi.

Chantal SOUDON ajoute que la CLE du SAGE a donné un avis favorable avec des recommandations et l'enquête publique se tiendra bien en fin d'année.

Lénaïc BLANDIN ajoute que l'enquête publique prévue en fin d'année, ainsi que les réunions publiques permettront d'apporter des éléments de réponses ou tout du moins de poser des questions. La principale interrogation porte sur les réparations en cas de problèmes, car certaines collectivités dont la communauté vont percevoir des bénéfices conséquents : donc en cas de dommages liés à des crues, vers qui se retourner, qui va payer, l'Etat ?

Alexandra GUILLORÉ répond que ce sera au porteur de projet de rendre compte aux collectivités et aux citoyens. Le projet est effectivement d'échelle européenne pour moitié par l'Europe et le reste réparti entre l'Etat Français pour 35 % et les 15 % restant à la charge de l'Irlande. C'est effectivement l'Etat qui gère le volet juridique, mais au final c'est RTE qui sera responsable.

Tiphaine LETEURE demande si des études ont été réalisées concernant les nuisances sonores de la station de conversion et si celle-ci est bien à l'écart de tout bâtiment pouvant subir ces bruits.

Alexandra GUILLORÉ répond qu'il existe déjà des mesures de prévention du bruit sur la commune de La Martyre en raison de la proximité de la BAN de Landivisiau et de la RN 12. Des mesures de bruits ont été réalisées, avec pour résultat une moyenne de 45 Db, ce qui est peu au regard des 70 Db et plus relevés par exemple le long d'une route du type Rue de Brest ou sur les quais à Landerneau. L'Etat français a demandé des mesures de bruit et la mise en place de solutions, étant donné la présence d'habitations relevée entre 300 m et 700 m de la station.

Chantal SOUDON précise qu'un poste de conversion existe déjà à cet endroit, et que des mesures de bruits simulés ont été effectuées. Un dossier avec les résultats a été communiqué à la commune de La Martyre.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : décide d'émettre un avis favorable avec les deux réserves suivantes :

- **que le tracé de la liaison souterraine sur le territoire communautaire, et plus précisément sur la commune de La Martyre, impacte le moins possible les exploitations agricoles en activité et n'altère pas leur potentiel de développement à venir, en particulier sur le secteur du Verveur.**
- **que le porteur de projet étudie la possibilité de réduire l'emprise de l'imperméabilisation au niveau de la station de conversion et intègre des solutions de gestion des eaux de pluie en lien avec les recommandations faites par la CLE du SAGE de l'Elorn.**

PLUi

DCC2021_090 Prescription de la modification n°1 du PLUi

Résumé :

Par délibération en date 28 février 2020, le conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il est entré en vigueur le 8 juin 2020. Ce premier document d'urbanisme à l'échelle intercommunale a ainsi remplacé les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) communaux, les Plans d'Occupations des Sols (POS) ainsi que les cartes communales du territoire du Pays de Landerneau-Daoulas. C'est sur la base de ce document d'urbanisme que sont instruites les autorisations d'urbanisme des 22 communes du territoire communautaire. Après une année d'application, il apparaît nécessaire d'engager une première modification du PLUi afin de permettre l'ajustement du document d'urbanisme à certains projets et d'améliorer l'écriture réglementaire de certaines dispositions.

Débats :

Jean-François BODILIS se réjouit de la méthode de travail et des échanges entre les communes et les instances communautaires, élues ou administratives.

Yves CYRILLE souhaite connaître les délais.

Alexandra GUILLORÉ répond qu'une fourchette entre quinze et dix-huit mois est probable. Il est aussi vraisemblable qu'une nouvelle procédure soit lancée pendant cette instruction : soit une modification n°2, ou une révision allégée.

La complexité de ces opérations va habituer la collectivité à tenter d'anticiper le plus possible les projets afin de les mettre en phase avec la mise à jour des modifications. Cependant, des opportunités existent, notamment en matière économique où une entreprise peut décider de s'implanter avec la création de 500 emplois... Il ne sera pas possible d'attendre la fin du mandat de six ans et ajouter quatre ans de révision générale. Dans ce cas, une révision allégée peut être initiée qui mettra deux ans à aboutir : mais il faudra bien border les procédures. En effet, théoriquement il est aussi possible de lancer une modification annuellement, alors même que la première n'est pas terminée. Il faudra être extrêmement vigilant au vu de la complexité de la manœuvre afin de ne pas s'embrouiller et aussi ne pas noyer les mairies sous des détails très techniques : le but est surtout de faire avancer les communes.

Patrick LECLERC complète qu'il existe aussi des délais minimums incompressibles liés aux enquêtes publiques.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité****Article 1** : approuve le lancement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la CCPLD ;**Article 2** : approuve les objectifs poursuivis tels qu'énoncés dans l'exposé de la présente délibération ;**Article 3** : autorise le Président à prendre tous les actes nécessaires à l'élaboration de la première modification du PLUi de la CCPLD, et notamment signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant cette procédure ;**Article 4** : précise qu'en vertu de l'article L.153-40 du code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLUi de la CCPLD sera notifié à Monsieur le Préfet du Finistère et aux personnes publiques associées et consultées telles que mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du même code, avant l'ouverture de l'enquête publique ;**Article 5** : précise que le projet de 1^{ère} modification du PLUi de la CCPLD fera l'objet d'une demande d'examen au cas par cas afin de déterminer si une évaluation environnementale est requise. En cas d'évaluation environnementale, celle-ci, son résumé non technique ainsi que l'avis de l'autorité environnementale en vertu de l'article L.104-6 du code de l'Urbanisme figureront dans le dossier soumis à enquête publique ;**Article 6** : précise que le projet de modification du PLUi de la CCPLD, le bilan de la concertation (en cas d'évaluation environnementale) et le cas échéant, les avis émis par les personnes associées et consultées seront soumis à enquête publique selon des modalités fixées par un arrêté du Président de la CCPLD ;**Article 7** : précise qu'à l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera soumis à l'approbation du conseil de Communauté en vertu de l'article L.153-43 du code de l'Urbanisme ;**Article 8** : précise que la présente délibération sera notamment transmise au Préfet du Finistère et fera l'objet des formalités de publicité prévues par le code de l'Urbanisme.

AMENAGEMENT**Aménagement****DCC2021_091** Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique (SARE) : convention Région-CCPLD - année 2021**Résumé :***En fin d'année 2019, le paysage des financements publics concernant les outils et l'accompagnement des particuliers et des professionnels en matière de transition énergétique a été réformé. Le programme SARE (Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique), lancé en septembre en 2019 par l'Etat, est le nouvel outil d'organisation et de financement de l'information et de l'accompagnement en matière de rénovation énergétique***Délibération :****Le conseil de Communauté à l'unanimité****Article 1** : approuve l'objet et les modalités du projet de convention avec la Région Bretagne concernant le programme SARE convention financière 2021 », tel qu'annexé à la présente délibération,**Article 2** : prend acte de la subvention de 17 543 € qui sera versée par la Région Bretagne concernant les actions réalisées sur l'année 2021,**Article 3** : autorise le président ou son représentant à signer la convention avec la Région Bretagne et tous autres actes administratifs y afférant.

Voie de Lanrinou**DCC2021_092** Vente de terrains. Procédure de rétrocession**Résumé :***La Communauté a renoncé au projet de voie de désenclavement de Lanrinou et des propriétaires expropriés ont fait valoir leur droit à rétrocession des terrains, conformément au code de l'expropriation. Pour faire suite à l'évaluation de France Domaines et aux échanges avec les propriétaires concernés le conseil de Communauté est appelé à approuver ces ventes.***Délibération :****Le conseil de Communauté à l'unanimité****Article 1** : Approuve la vente des terrains propriétés de la Communauté, suite à l'expropriation actée dans le cadre du projet de voie de désenclavement de Lanrinou,

Article 2 : Arrête le montant de la vente des terrains cadastrés BK 4 pour une superficie totale d'environ 17 426 m², pour les consorts De ayants droit, pour un montant global de 10 480 €, non compris les frais d'acte pris en charge pour moitié par l'acquéreur,

Article 3 : Arrête le montant de la vente des terrains cadastrés BL N^{os} 321, 323, 325, 326 et 328 pour une superficie totale d'environ 25 361 m², au profit des consorts De Kerdanet ou leurs ayants droit, pour un montant global de 18 800 €, non compris les frais d'acte pris en charge pour moitié par l'acquéreur,

Article 4 : Autorise le président à signer les actes à intervenir et tous documents nécessaires à la conclusion de ces ventes.

AMENAGEMENT

Economie

DCC2021_093 La Grande Palud - La Forest-Landerneau : projet d'acquisition de foncier à vocation économique

Résumé :

Au regard de sa situation géographique, la parcelle cadastrée Section B n° 660 présente un intérêt pour le développement du site à vocation économique de la Grande Palud situé sur la commune de la Forest-Landerneau.

Débats :

Tiphaine LETEURE demande si le type de projet prévu sur cette parcelle est connu.

Patrick LECLERC répond par la négative. il sera nécessaire de procéder à une modification pour passer en zonage 1AUi quand un projet se concrétise. Le but est de constituer une réserve foncière (zonage 2AUi actuellement) dans le prolongement d'une propriété de la communauté classée en zone 1AUi qui pourrait permettre de répondre à certaines demandes. L'objectif est de préserver l'avenir et de faciliter l'aménagement des berges puisqu'il y a aussi la partie en zone NS à gérer pour une bonne partie du site.

Le fait pour la Communauté d'être propriétaire permettra de gérer l'exploitation de ces parcelles, ce qui facilitera la compensation en espace qui pourrait être octroyée à l'agriculteur qui exploite la parcelle voisine. La discussion est déjà bien engagée, un accord sur le tracé semble trouvé et de plus, la société JRS souhaite racheter le bâtiment que la Communauté avait acquis il y a quelques années pour des projets de développement. Pas forcément d'ailleurs pour implanter sur cette parcelle une entreprise supplémentaire, mais plutôt afin d'étendre l'existant sur la partie 2Aui, sur des échéances à moyen voire long terme.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide l'acquisition de la parcelle B 660 (superficie estimée à 36 622 m² avant bornage) au lieu-dit La Grande Palud à La Forest-Landerneau au prix de 55 000 €,

Article 2 : autorise le président à signer l'acte d'achat de ladite parcelle et tous autres actes administratifs y afférents.

DCC2021_094 Gorre Beuzit/Landerneau. Politique de constitution d'une réserve de terrains agricoles : projet d'acquisition de parcelles

Résumé :

Dans le cadre de sa compétence Economie et sa politique en faveur du soutien à l'agriculture, la Communauté souhaite développer sa capacité à disposer de réserves foncières agricoles. A ce titre, il est proposé au conseil de Communauté d'acquérir les parcelles agricoles suivantes : A n°75, A n°104, A n°105, A n°109, A n°110, situées au lieu-dit Gorre Beuzit à Landerneau au tarif de 1€/m².

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide l'acquisition des parcelles A n°75, A n°104, A n°105, A n°109, A n°110, à vocation agricole, au lieu-dit Gorre Beuzit à Landerneau au tarif de 1 € le m²,

Article 2 : autorise le président à signer les actes d'achat des parcelles et tous autres actes administratifs y afférents.

AMENAGEMENT

DCC2021_095 ZAE Kergonidec Sud - Landerneau - Vente d'une parcelle complémentaire au bénéfice de l'entreprise Promotion (projet NACC)**Résumé :**

Le premier lot de la ZAE de Kergonidec Sud est en cours d'acquisition par l'entreprise Promotion, entreprise immobilière qui porte le projet d'installation de l'entreprise NACC. Dans le cadre de ce projet, il est proposé de valider l'acquisition d'une parcelle complémentaire de 400 m², parcelle adjacente au lot commercialisé et de fixer un tarif pour cette vente.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : autorise cette vente complémentaire au bénéfice de l'entreprise Promotion portant le projet d'implantation de l'entreprise NACC sur Kergonidec,

Article 2 : fixe les prix de cette vente à :

- 20 € HT/m² pour la bande de 250 m²,
- 2 € HT/m² pour 150 m² à usage de talus paysager,

Article 3 : autorise le président à signer les actes relatifs à ce projet.

DCC2021_096 ZAE de Saint-Eloi Nord - Plouédern - Vente de terrain à l'entreprise Evel Up**Résumé :**

Dans le cadre de son installation sur la ZAE de Saint-Eloi Nord, l'entreprise Evel Up souhaite acheter une partie de la parcelle ZR 245, située le long de la RN12 pour accroître l'assiette de son projet.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : autorise la vente d'une partie de la parcelle ZR 245 à l'entreprise Evel Up ou tout autre personne physique ou morale se substituant à elle,

Article 2 : fixe le prix de cette vente au tarif de 10 € HT/m²,

Article 3 : autorise le président à signer les actes relatifs à ce projet.

AMENAGEMENT

DCC2021_097 Plouédern - Vente d'une parcelle en continuité de la ZAE de Sant-Alar à Monsieur LAGADEC propriétaire de la Société Man.**Résumé :**

Monsieur LAGADEC, propriétaire du garage MAN situé en bordure Nord de la zone de St Eloi-St Alar, souhaite acquérir une partie d'une parcelle située en continuité de la future zone d'activités, pour desservir sa propriété et la diviser en 3 lots à vocation économique.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : autorise la vente d'une partie de la parcelle ZR 35 (après division) à Monsieur Louis Paul Lagadec ou tout autre personne physique ou morale se substituant à lui,

Article 2 : fixe le prix de cette vente au tarif de 25 € HT/m²,

Article 3 : autorise le président à signer les actes relatifs à ce projet.

DCC2021_098 Dispositif de soutien économique-mesures d'urgence COVID- prolongation**Résumé :**

Face au contexte de la crise sanitaire, la Communauté a mis en place des mesures de soutien économique en partenariat avec la Région Bretagne. Ces mesures peuvent être prolongées jusqu'au 31 décembre 2021.

Débats :

Jean François BODILIS aimerait avoir un bilan intermédiaire sur l'affectation de ce fonds.

Patrick LECLERC répond qu'il est possible d'apporter ces éléments. D'ailleurs le rendu compte des décisions prises pour les entreprises locales montre que peu d'entre elles sont bénéficiaires de ce fonds qui est prolongé. L'état de santé des entreprises éligibles, après consultation du Tribunal de commerce est plutôt bon au regard du peu de fermetures, de dépôts de bilans ou de cessations de paiement sur les années 2020 et 2021. Les dispositifs ont été relativement importants et c'est lorsque les aides vont s'arrêter que la situation réelle va apparaître. Certaines entreprises se portent même mieux, des exceptions sans doute, mais la rentrée prochaine va venir éclairer la situation.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve l'ensemble des prolongations des mesures de soutien économique,

Article 2 : autorise le président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures d'urgence COVID et notamment à signer tout acte ou toutes conventions à cet effet.

AMENAGEMENT

Habitat

DCC2021_099 Programme Local de l'Habitat (PLH) 2015-2021 : demande de prorogation et lancement de la révision

Résumé :

L'actuel PLH (Programme Local de l'Habitat), document cadre définissant les politiques de l'habitat à l'échelle communautaire, arrive à échéance en août 2021. Il convient de délibérer afin d'engager la démarche d'élaboration d'un nouveau PLH et, par cette même occasion, solliciter l'accord du Préfet pour prolonger les effets du PLH actuel.

Débats :

Jean-François BODILIS demande si la prolongation du PLH n'oblige pas la Communauté à réaliser un bilan intermédiaire et si celui-ci ne peut pas faire l'objet d'une concertation.

Michel CORRE répond qu'il est possible de le faire et qu'un état d'avancement du PLH sera alors présenté.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide d'engager l'élaboration du prochain PLH de la Communauté,

Article 2 : valide les modalités d'élaboration du projet, telles que proposées,

Article 3 : sollicite l'accord du Préfet pour prolonger l'actuel PLH pour une durée de 2 ans,

Article 4 : autorise le président ou son représentant à signer les actes concourant à l'élaboration du futur PLH et toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DCC2021_100 Garantie d'emprunt - Armorique Habitat : opération de logements sociaux - Lotissement Ar Warrem à Tréflévénez

Résumé :

Garantie d'emprunt - Armorique Habitat

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le cautionnement d'un prêt d'un montant total de 162 439 €, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et les conditions du prêt n°121 485. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Accepte d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

- la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité,
- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : S'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

AMENAGEMENT

Tourisme

DCC2021_101 Taxe de séjour 2022

Résumé :

La Communauté doit fixer avant le 1er juillet 2021, les tarifs de taxe de séjour applicables au 1^{er} janvier 2022. La proposition est de maintenir les tarifs 2021 et leurs modalités d'application.

Débats :

Patrick LECLERC expose que c'est le taux le plus bas du Pays de Brest, et qu'il sera maintenu, étant donné que la venue de nouveaux équipements d'hébergements (hôtels) et d'autres démarches amèneront des recettes supplémentaires.

Morgane QUENTRIC-BOWMAN précise que les AIRBNB y contribuent, en raison de l'outil mis en place il y a trois ans qui permet de collecter cette taxe directement à la réservation. Cette mesure soulage les

hébergeurs et permet de faciliter la rentrée des recettes. Celles-ci ont d’ailleurs augmenté alors même que les tarifs de la taxe sont restés inchangés. Ce dispositif permet une plus grande fluidité d’emploi et de circulation des flux entre les hébergeurs et les locataires.

Tiphaine LETEURE indique qu’elle a obtenu une réponse partielle à la question qu’elle se posait parce que les AIRBNB n’apparaissent pas dans le tableau.

Morgane QUENTRIC-BOWMAN explique qu’ils sont inclus dans les hébergeurs de France et perçoivent donc la taxe à la réservation qui est reversée directement à la communauté sans en informer les hébergeurs. Ce prélèvement à la source facilite les opérations pour les grands organismes et pour tout le monde.

Patrick LECLERC indique que Les versements liés à cette activité AIRBNB, qui pouvaient échapper aux contrôles ont d’ailleurs augmenté depuis quelques temps et généré une somme conséquente.

Tiphaine LETEURE pense qu’au vu de cette augmentation, le montant de la taxe reversée par cet organisme devrait être communiquée.

Patrick LECLERC indique que la somme perçue a quasiment doublée et que cette fiscalité est mentionnée dans le budget. Cependant il est possible de la détailler un peu plus ce qui pourra être fait lors de la prochaine commission.

Morgane QUENTRIC-BOWMAN indique que l’an passé la collecte de cette taxe a augmenté et généré une nette hausse ; le global s’élève à 38 000 € effet conjugué de la mise en place du logiciel et de la perception à la source. C’est plus facile pour les hébergeurs qui n’ont pas à demander ou redemander aux vacanciers le règlement pour le séjour.

Délibération :
Le conseil de Communauté à l'unanimité
Article 1 : approuve la grille tarifaire ci-dessous pour l'année 2022, les modalités de mise en œuvre de la taxe de séjour ainsi que la taxe additionnelle

Nature et catégorie de l'hébergement	Tarifs par nuitée et par personne		
	Tarif CCPLD 2022	Taxe additionnelle départementale 10%	Taxe de séjour 2022
Palaces	2.00€	0.20€	2.20€
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1.20€	0.12€	1.32€
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0.90€	0.09€	0.99€
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0.60€	0.06€	0.66€
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.40€	0.04€	0.44€
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0.40€	0.04€	0.44€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.30€	0.03€	0.33€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20€	0.02€	0.22€

Article 2 : autorise le président à entreprendre toute démarche relative à la mise en œuvre de ces décisions.

Mobilité

DCC2021_102 Transfert de service lié à la compétence "Organisation de la mobilité" : service transport urbain à l'échelle de la ville de Landerneau - Ar Bus

Résumé :
Au terme du délai légal de trois mois dévolu aux conseils municipaux pour délibérer sur la compétence Organisation de la Mobilité, les Communes se sont prononcées en faveur du transfert de la compétence à la Communauté. Afin d'anticiper l'effectivité de la compétence prévue au 1er juillet 2021, et dans l'attente de l'arrêté préfectoral actant ce transfert, il est proposé aux élus de valider l'ensemble des éléments afférents aux services mobilité concernés par le transfert de la compétence.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : adopte la grille tarifaire et les règlements intérieurs relatifs au service de transport urbain Ar Bus.

AMENAGEMENT

DCC2021_103 Transfert de service lié à la compétence "Organisation de la mobilité" : service de vélos en libre-accès à l'échelle de la Ville de Landerneau - Ti-Vélo

Résumé :

Au terme du délai légal de trois mois dévolu aux conseils municipaux pour délibérer sur la compétence Organisation de la Mobilité, les Communes se sont prononcées en faveur du transfert de la compétence à la Communauté. Afin d'anticiper l'effectivité de la compétence prévue au 1er juillet 2021, et dans l'attente de l'arrêté préfectoral actant ce transfert, il est proposé aux élus de valider l'ensemble des éléments afférents aux services mobilité concernés par le transfert de la compétence.

Débats :

Marc JEZEQUEL regrette que l'ensemble des conseillers communautaires n'ait pas été associé au lancement de l'opération VAE, le 29 mai 2021. En effet, il lui semble que les meilleurs ambassadeurs à l'échelle communale demeurent les élus et il estime que l'occasion était idéale pour tous se retrouver autour de cette nouvelle compétence. A l'avenir, il serait sans doute opportun d'impliquer tous les élus communautaires pour mieux « vendre » les nouveaux services.

Patrick LECLERC entend cette remarque et précise que c'était plutôt une présentation du service aux habitants qu'un lancement officiel. Celle-ci était due à Landerneau et à Daoulas et le contexte contraint du Tour de France ainsi que la situation sanitaire n'a pas facilité l'évènement. Effectivement, il aurait été possible de procéder différemment. Pour autant, tout ce qui a trait à des rassemblements et des inaugurations est actuellement très cadré, et il n'y a pas eu de véritable lancement en raison des contraintes sanitaires actuelles. Evidemment l'ensemble des communes de la Communauté est concerné par ce service, et associer tous les élus aurait été un plaisir, mais c'était trop compliqué de procéder différemment.

S'ensuivent des échanges autour du sujet d'où il ressort que l'opération s'est globalement bien déroulée mais que le logo collé sur les vélos peut induire le public en erreur : celui-ci peut être amené à penser que l'utilisation de ces VAE location longue durée de la communauté est limité au territoire de la ville de Landerneau.

Patrick LECLERC explique qu'effectivement, le « siglage » est important pour que ces vélos puissent être identifiés comme financés par la Communauté et permette aux habitants de se poser la question sur cette pratique à l'échelle du territoire. Le Président indique qu'il y a eu un problème d'approvisionnement des cycles dans le cadre des marchés passés ; les vélos disponibles ne permettait pas d'apposer le logo de façon suffisamment visible pour identifier le service.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : autorise le président à signer le procès-verbal de mise à disposition de la flotte de 40 VAE entre la CCPLD et la Ville de Landerneau,

Article 2 : adopte la grille tarifaire relative au service de location de courte durée Ti- Vélo.

MOYENS GENERAUX**Finances**

DCC2021_104 Transfert de la compétence "Organisation de la mobilité" - Versement Mobilité

Résumé :

Au terme du délai légal de trois mois dévolu aux conseils municipaux pour délibérer sur la compétence Organisation de la Mobilité, les Communes se sont prononcées en faveur du transfert de la compétence à la Communauté. Afin d'anticiper l'effectivité de la compétence prévue au 1er juillet 2021 et d'assurer la capacité de la CCPLD à percevoir la recette liée à ce transfert de compétence : versement mobilité, en lieu et place de la Ville de Landerneau, il est proposé au conseil de Communauté de reprendre à son compte les modalités délibérées par le conseil municipal de la ville de Landerneau, notamment le taux (0,45%) et le périmètre de cette fiscalité sans introduire de changement pour l'année 2021. Pour les autres communes, le taux est fixé à 0.

Débats :

Tiphaine LETEURE constate que le taux relatif à cette contribution mobilité est passé à 0.45 % à Landerneau il y a deux ans. Celui-ci sera probablement amené à évoluer en fonction du service rendu sur tout le territoire communautaire et peut-être à être harmonisé. Elle demande ce qui est prévu pour l'avenir : aujourd'hui la prise de compétence est entérinée, mais demain, comment sera pensé ce versement relatif à la mobilité pour les différentes communes ?

Patrick LECLERC répond qu'il n'est pas possible d'imposer un taux identique à tout le territoire pour un service qui n'existe pas partout. La démarche aujourd'hui est d'acter le vote du taux pour le territoire de Landerneau et un taux à zéro sur les autres communes. Par contre, lorsque le service se développera, il faudra trouver des recettes et un travail a commencé avec les entreprises sur ce sujet. L'association Entreprendre a été consultée et un questionnaire a été adressé aux entreprises du secteur afin de connaître leurs attentes. Tout dépendra aussi des travaux menés actuellement sur le transport collectif et la mobilité douce (études en cours) et où sera positionné le curseur afin de proposer un service à l'échelle communautaire. Celui-ci pourra varier suivant les communes, mais l'harmonisation des futurs taux est prévue d'ici une dizaine d'années afin de couvrir les besoins financiers nécessaires aux offres de service qui seront proposées. Une projection est aujourd'hui prématurée pour savoir de quel ordre serait l'augmentation en réponse à la question posée par Jean-François BODILIS. Il complète que les sommes perçues aujourd'hui sont de l'ordre de 600 000 €, sur cette période particulière.

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : fixe le taux de versement mobilité applicable sur le territoire de la commune de Landerneau à 0,45 % du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021,

Article 2 : fixe le taux de versement mobilité applicable sur le territoire des autres communes membres de la Communauté à 0 % du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021.

Ressources humaines

DCC2021_105 Modification du tableau des emplois

Résumé :

Il est proposé les créations et suppressions d'emplois suivantes au sein des services de la Communauté.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte :

- la création des emplois de technicien service informatique, d'analyste financier / contrôleur de gestion, de chargé de communication, de chargé de développement économique, de responsable urbanisme et de chauffeur titulaire
- la modification de l'emploi d'animateur CLIC,
- la suppression des postes d'expert en système et réseau d'information et de communication informatique, d'adjoint au responsable du service finances, de chargé de communication et de ripeur

Article 2 : modifie le tableau des emplois,

Article 3 : inscrit au budget les crédits correspondants.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_106 CLIC - Création d'un emploi non permanent à temps complet compte tenu d'un accroissement temporaire d'activité

Résumé :

Le renfort d'un travailleur social à temps complet est à prévoir pour le CLIC.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la création de cet emploi et l'inscription au budget des crédits correspondants.

DCC2021_107 Centre de vaccination - Mise à disposition de personnel auprès de la Ville de Landerneau

Résumé :

La gestion du centre de vaccination nécessite un poste de coordination pour faire le lien entre les multiples intervenants du centre, les différents usagers et la Ville. Cette mission est assurée depuis le début par un éducateur d'Aqualorn, la Ville demande la poursuite de cette mission.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve les termes de la convention de mise à disposition d'agents auprès de la Ville de Landerneau dans le cadre de l'organisation et de la gestion du centre de vaccination,

Article 2 : autorise le vice-président en charge des ressources humaines à signer la convention et ses éventuels futurs avenants.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_108 Conseiller numérique : création d'un emploi non réalisation d'un projet**Résumé :**

Afin d'accompagner les usagers dans l'utilisation du numérique, un emploi non permanent de conseiller numérique est à créer.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique: Autorise la création de cet emploi, la signature de la convention avec l'État et l'inscription au budget des crédits correspondants.

DCC2021_109 Service Finances : création d'un emploi non permanent compte tenu d'un accroissement temporaire d'activité**Résumé :**

Compte tenu des besoins temporaires au service finances, il est proposé la création d'un emploi non permanent.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la création de cet emploi et l'inscription au budget des crédits correspondants.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_110 Heures supplémentaires : précisions techniques apportées aux délibérations des 11 décembre 2015 et 11 décembre 2020**Résumé :**

Précisions sur les emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : confirme la portée du titre VI relatif au versement des IHTS de sa délibération du 11 décembre 2015 adoptant la nouvelle architecture du régime indemnitaire et la mise en place du dispositif à compter du 1^{er} janvier 2016, et dans celle du 11 décembre 2020 pour mise en place au 1^{er} janvier 2021.

Article 2 : dit que les emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires portant refonte du régime indemnitaire sont les suivants :

Emplois de catégorie C et B en raison de leurs astreintes :

- Maintenance des bâtiments
 - services techniques : tous emplois
- Accueil piscine
 - Service Aqualorn : tous emplois
- Continuité et bon fonctionnement des services
 - Service assainissement et SPAC : tous emplois
 - Service collecte : tous emplois

Dépassement des obligations normales de services des agents de catégorie B et C :

- Contraintes liées à la gestion d'un équipement communautaire
 - tous emplois
- Travaux exceptionnels urgents
 - tous emplois

Article 3 : affirme que les règles ainsi définies par la présente délibération entrent en vigueur à titre de régularisation rétroactive à compter du 1^{er} janvier 2016.

Finances**DCC2021_111 Travaux réalisés par la CCPLD à la MSP pour Pôle Emploi - Convention financière****Résumé :**

La convention soumise à l'approbation du conseil de Communauté a pour objet de fixer les modalités de la participation financière de Pôle Emploi au financement des travaux d'aménagement réalisés par la Communauté dans les locaux de la Maison des services publics.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : Autorise le président à signer avec Pôle Emploi la convention jointe en annexe fixant les modalités relatives au financement des travaux réalisés à la Maison des services publics.

MOYENS GENERAUX**DCC2021_112 Travaux réalisés par la CCPLD à la MSP pour le SGC (trésorerie) - Convention financière****Résumé :**

La convention soumise à l'approbation du conseil de Communauté a pour objet de fixer les modalités de la participation financière de la DDFIP 29 au financement des travaux d'aménagement réalisés par la Communauté dans les locaux de la Maison des services publics et visant l'installation du Service de Gestion Comptable et l'accueil permanent des finances publiques du Finistère.

Débats :

Le Trésorier intervient afin de remercier les élus et les services de la Communauté pour l'aménagement des locaux, ce qui a permis déploiement des services de la DGFIP dans de bonnes conditions.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : autorise le président à signer avec la DDFIP 29 la convention jointe en annexe visant à fixer les modalités relatives au financement des travaux réalisés à la Maison des services publics pour l'installation du service de gestion comptable.

DCC2021_113 Décision Modificative n°1 - 2021**Résumé :**

Les budgets 2021 de la Communauté ont été adoptés le 11 février dernier. Au regard des notifications de crédits intervenues depuis et de l'évolution des consommations et des besoins, il est proposé de valider le projet de Décision modificative n° 1 intéressant les budgets : Principal, Moulin Mer et Eau comme détaillés ci-après.

Délibération :**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 46

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : vote les décisions budgétaires modificatives n° 1 telles que présentées ci-dessus.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21h45.

Suivent les signatures.